

Petit État situé à la pointe de la Péninsule Arabique, sa superficie d'à peine 527 970 km<sup>2</sup>, doit composer avec une population forte de plus de 25 338 458 habitants (estimation 2013). Pays le plus pauvre de la Péninsule Arabe, mais aussi le plus lourdement armé, le Yémen est situé sur un point névralgique du globe. Les ingérences récurrentes des puissances extérieures, proches et lointaines, attestent de cette position sensible.

Le Printemps Arabe est venu se greffer à une situation interne houleuse. Entre un Yémen du Nord touché par la guerre civile Houtiste et un Yémen du Sud, aux velléités séparatistes pressantes, la phase démocratique traversée par le pays est plus que stratégique pour son devenir.

Le départ du président Ali Abdallah Saleh, l'élection du Président Abd Rabuh Mansour Hadi et de son gouvernement, ont ouvert la voie à une nouvelle situation politique et économique.

Aujourd'hui, après redistribution des cartes au sein du gouvernement yéménite, quelles sont les perspectives d'avenir du pays ? Comment va-t-il réagir aux ingérences des puissances extérieures ?

Après un bref bilan de la situation gouvernementale du Yémen, nous allons nous pencher sur la cartographie géopolitique de la région, afin de mieux comprendre en quoi la politique de ses voisins proche et lointains (Arabie-Saoudite, Chine, Etats-Unis) est déterminante pour l'avenir du Yémen.

## I. Nouveau gouvernement, nouvelle politique ?

En 2012, la passation officielle du pouvoir à Abd Rabuh Mansour (élu de manière démocratique, bien qu'unique candidat), met fin aux 33 années de règne du Président Ali Abdallah Saleh. Les objectifs du nouveau gouvernement sont clairs : mettre en place une commission visant à restructurer les forces de sécurité (contrôlées par les proches de l'ancien Président) et redresser économiquement le pays afin d'améliorer le niveau de vie des yéménites.

Depuis 2009, le Yémen doit faire face à une très grave crise humanitaire qui s'envenime de jour en jour. De 47% en 2009, le taux de population sous le seuil de pauvreté s'élève à plus de 70% en 2012. Outre la dégradation du niveau de vie, l'insalubrité, le manque d'accès à l'eau potable... sont autant de facteurs qui ont connu une forte régression ces dernières années eu égard aux événements qui ont secoué le monde arabe. L'instabilité politique a fortement affaibli la croissance du Yémen (taux de croissance du PIB : -12% en 2011). Selon les prévisions de la Banque Mondiale, la croissance du Yémen est vouée à rester faible (environ 3.6% jusqu'à 2016), une perspective peu engageante, surtout lorsque l'on constate le peu d'évolution de la situation interne du Yémen depuis l'arrivée du Président Al Hadi en 2012.

Economiquement, il est en effet très dur de redresser un pays dans un laps de temps aussi court. La visibilité des impacts des réformes économiques prend souvent plusieurs années. D'autre part, sur le plan sécuritaire, les révoltes au Nord et au Sud du Yémen se font de plus en plus agressives.

Non content de ces instabilités croissantes, les attentats atteignent la capitale : évasion de prisonniers, assaut mortel contre le ministère de la défense, instauration de la charia dans certains villages du Yémen...

Nasser al-Whaychi, ancien secrétaire particulier de Ben-Laden et chef d'AQPA, a fait de la Péninsule Arabique son pré-carré, depuis lequel il dirige toutes les actions dans la région des pays du Golfe. En aout 2013, l'interception d'un message intitulé « Lettre aux captifs dans les prisons des tyrans » envoyé par Al-Whaychi au chef d'Al-Qaeda, dans lequel il promet de libérer des hommes d'Al-Qaeda montre l'importance de la motivation de cet homme.

Ainsi, en 2013, on dénombre plus d'une dizaine d'attentats et attaques réalisés par AQPA.

Aujourd'hui, la situation interne du Yémen est plus que préoccupante et s'envenime de jour en jour. Bien que le dialogue national ait débuté pour la rédaction d'une nouvelle constitution (dialogue regroupant 565 représentants de partis politiques différents, femmes et jeunes), cette dernière peine à voir le jour. Et le Sud du Yémen se fait de plus en plus pressant pour obtenir son autonomie.

Le climat politique est tel que certains corps diplomatiques à l'image de l'Allemagne, ont décidé de réduire leurs effectifs et demandé au personnel des organisations publiques d'aide au développement présentes sur le territoire yéménite, de quitter le pays.

Le tableau n'est cependant pas si noir, à l'image du domaine social. Selon Human Right Watch, un groupe de travail sur les droits humains a commencé à formuler certaines recommandations, ce qui semble de bon augure pour le futur. Néanmoins, bien que l'on observe une certaine amélioration de la liberté des médias, la hausse des agressions des bloggeurs et journalistes tend à contrebalancer ce constat.

La situation sécuritaire, économique et sociale du Yémen connaît une lente dégradation depuis le Printemps Arabe. On observe malgré tout une certaine volonté des Etats étrangers à aider le Yémen à consolider son pouvoir et à retrouver un semblant de stabilité politique et économique.

A titre d'exemple, l'Union Européenne s'est fixée plusieurs objectifs désignés sur le document de stratégie de la période 2007 – 2013 : aider à la démocratisation en appuyant les droits de l'homme, aider les réformes gouvernementales (secteurs judiciaires, administratifs), aider le gouvernement yéménite à lutter contre la pauvreté (aider au développement dans le secteur privé, agriculture, pêche...)

Aussi, bien qu'au prime abord, les pays étrangers paraissent honnêtes dans leur démarche, il en est certains dont nous pouvons douter de la sincérité et qui peuvent viser des objectifs plus personnels.

## II. Chine, Arabie-Saoudite, Etats-Unis : redéfinition des alliances et nouvelles stratégies.

Depuis les années 1990, les Etats-Unis sont au premier plan des échanges avec l'Arabie-Saoudite. Néanmoins, les vives tensions depuis le 11 septembre 2001 ont chamboulé le paysage économique de l'Arabie-Saoudite. On assiste peu à peu à un refroidissement des relations diplomatiques et économiques entre ces deux pays au profit d'un nouvel acteur : la Chine.

Un nouveau paysage se dessine sur la Péninsule Arabique, avec en toile de fond l'arrivée du continent chinois et l'effacement (relatif) des Etats-Unis au Moyen-Orient.

Avec plus de 267.9 milliards de barils, l'Arabie-Saoudite se place toujours dans le top 3 des leaders mondiaux de production pétrolière juste derrière le Venezuela.

Le Printemps Arabe, étouffé dans l'œuf a permis de passer outre toute tentative de déstabilisation du gouvernement Saoudien, notamment de la région du Hasa regroupant la minorité Chiite et la majorité des réserves pétrolières du royaume.

Face à cette situation plus que cahotique, l'Arabie Saoudite doit repenser sa stratégie économique et redistribuer ses cartes sur le plan international.

Les relations diplomatiques entre la Chine et l'Arabie-Saoudite se sont étoffées au fil du temps. Depuis plusieurs années, la Chine renforce sa coordination avec l'Arabie-Saoudite dans des secteurs clés tels que l'énergie, le commerce, l'investissement, les infrastructures, les hautes technologies, la finance et la sécurité.

La création d'un comité supérieur sino-saoudien, chargé de la coopération entre ces deux pays vient, comme un point d'honneur, cimenter cette relation bilatérale.

La croissance des exportations (comprenant le pétrole et autres matières premières stratégiques) vers les marchés asiatiques sur la même période vient confirmer cette tendance. De 9% en 2001 à plus de 19% en 2011, la courbe ne semble pas vouloir s'inverser.

Au vu des récents événements, la sécurisation des routes d'exportation devient donc une priorité pour le Royaume qui se trouve pris en étau entre les détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb, deux goulots d'étranglement, en proie à une instabilité grandissante.

Une voie s'offre alors aux saoudiens, le Yémen du Sud.

Ses velléités de main mise sur cette région ne datent pas d'hier. Dès 1962, suite à la chute de l'Imam et l'explosion de la guerre civile, l'ombre de l'Arabie-Saoudite se faisait déjà sentir. La corruption des tribus du Yémen sud devient rapidement une coutume. Entre les efforts financiers en faveur du FLOSY (Front de Libération du Sud Yémen), le support financier des tribus du Yémen du Nord lors de la guerre Nord/Sud de 1979 et du parti Al-Islah depuis sa création, l'influence de l'Arabie-Saoudite sur les affaires internes du Yémen a été omniprésente.

Comme expliqué plus haut, la croissance des exportations du Royaume vers l'Asie illustre l'engouement de l'économie saoudienne pour ce marché.

Le développement industriel de la Chine poussant celle-ci à importer toujours plus de matières premières stratégiques du Moyen-Orient, les exports de l'Arabie-Saoudite vers cette partie du globe sont amenés à augmenter dans un futur proche. Aussi, Aden, dont le port est l'un des plus importants de la péninsule arabe, stratégiquement situé au sud du Yémen (bien après la sortie du Bab-el-Mandeb) semble le port idéal pour acheminer les matières premières saoudiennes stratégiques vers l'Asie. Le financement et l'armement des tribus du Sud par l'Arabie-Saoudite n'est plus à démontrer mais prend toute son importance à la lumière des faits décrits plus hauts.

Néanmoins, il semble important de noter que ces efforts revêtent une dimension plus profonde qu'une simple influence sur un territoire voisin. Le Yémen du Sud est majoritairement chiite, à l'image de la région saoudienne stratégique du Hasa ou encore de l'Iran. L'Arabie-Saoudite possède un intérêt vital à avoir la main mise sur cette région sud, afin d'endiguer, comme elle le fait depuis tant d'années sur son propre territoire, les velléités de révolte qui pourraient ébranler l'économie du Royaume.

L'Arabie-Saoudite se retrouve avec deux régions stratégiques vitales pour son économie, promptes à la rébellion et qui peuvent à tout moment basculer dans le giron de l'Iran. L'économie du Royaume n'est pas au beau fixe. 75% de la population saoudienne a moins de 30 ans. Plus d'un tiers de ces jeunes se trouvent au chômage quant au reste, leur formation lacunaire ne leur permet pas d'occuper des emplois qualifiés, généralement tenus par des expatriés.

Le Royaume ne peut se permettre d'avoir la moindre faiblesse et doit faire de ces dernières des atouts majeurs pour mener à bien sa politique de redressement économique et sécuriser ses exportations de pétrole vers le marché asiatique. La main-mise sur le Yémen du Sud fait partie de cette stratégie.

Face à une telle menace sur le Yémen et vu la situation économique et sociale interne du Yémen, nous pouvons nous poser moult questions sur la future évolution du pays.

Le départ de l'ancien Président Ali Abdallah Saleh semble avoir fissuré le ciment qui unissait un Yémen du Nord et un Yémen du Sud au passé antagoniste. Le désintérêt des Etats-Unis pour cette région (car soucieuse du dossier Syrien), laisse libre cours à la politique saoudienne encouragée par une Chine toujours plus pressante.

Actuellement, le Yémen est très dépendant de l'aide financière étrangère et les révoltes Nord et Sud ne font qu'affaiblir ce dernier. Aussi, bien que les raisons d'être du Printemps Arabe furent plus que justifiées, il se peut que

ce dernier ait eu lieu trop rapidement et porte préjudice au Yémen dans un futur proche, comme il l'a fait pour la plupart des pays de la région qui ne sont pas prêts à une telle transition.

Même si un tel mouvement semblait inévitable eu égard à la mondialisation et à la rapidité des communications actuelles, il ne faut pas oublier que les différences culturelles (qui font la richesse de notre monde) sont plus que stratégique dans la compréhension de l'évolution de chacune de nos histoires sociales et politiques...

Sources :

**BOUCHET Sonia**, "Révolution Yéménite, Un tournant historique aux enjeux multiples", Editions l'Harmattan, février 2013.

"Yemen's military security reform: seed of new conflict ?", in *Middle East report*, 4 avril 2013, International Crisis Group.

**Pour l'Arabie-Saoudite :**

Le site de Saudi Aramco :

<http://www.saudiaramco.com/en/home/news/latest-news/2012/jazan-refinery-and-terminal-project.html#news%257C%252Fen%252Fhome%252Fnews%252Flatest-news%252F2012%252Fjazan-refinery-and-terminal-project.baseajax.html>

Le CIA world Factbook :

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sa.html>

**Pour le Yémen :**

Le site du port d'Aden :

<http://www.portofaden.net/NewsDetails.aspx?a=63>

Human Right Watch :

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/01/27/yemen-deux-ans-apres-la-prise-de-fonction-du-nouveau-gouvernement-aucune-obligation->

Le site de l'Union Européenne :

[http://eeas.europa.eu/yemen/index\\_fr.htm](http://eeas.europa.eu/yemen/index_fr.htm)